



Déclaration de **DELPHINE RANNOU & GRÉGOIRE PRIVOLT,**
MICHAËL JOUTEUX & DONATILLE NIERAT (remplaçants)

CANDIDATS DU **PARTI OUVRIER**
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE - 2^E ET 6^E CIRCONSCRIPTIONS

.....

Transports en Commun Lyonnais (TCL) : **LA RÉGIE PUBLIQUE DIRECTE, MAINTENANT !**

Le 9 février, le réseau des TCL était largement paralysé par la grève massive - à l'appel des syndicats CGT, FO, CFDT et UNSA - des salariés de Keolis Lyon, entreprise à laquelle l'autorité organisatrice (le SYTRAL) délègue le service public de transport en commun. Le 10 mars, des centaines étaient de nouveau en grève, jour de vote au SYTRAL.

Les grévistes ont dit NON à l'allotissement de cette délégation de service public décidé par Bruno Bernard, qui préside une majorité composée d'élus EELV, PS, PCF, LFI... à la Métropole de Lyon et au SYTRAL.

De quoi s'agit-il ? De découper le marché de la délégation de service public (DSP) des TCL, confié actuellement en un seul lot à Keolis, en deux lots principaux : un pour les métro, funiculaire et tramway et un pour les bus & trolleybus.

L'objectif de Bruno Bernard, président EELV de la Métropole & du SYTRAL : « revenir à une concurrence entre opérateurs privés »

Pour Bruno Bernard : « L'objectif de ce découpage est de revenir à une concurrence entre opérateurs privés, afin de créer de meilleures conditions de développement des transports de notre territoire » (Le Monde, 9/2). De "meilleures conditions" grâce au privé ? Vraiment ?

Le vote favorable émis le 10 mars par la plupart des représentants de sa majorité "de gauche" au SYTRAL maintient donc la soumission de ce service public à la logique du marché, et même l'accroît encore en augmentant la concurrence.

Que veulent les agents des TCL ?

Un opérateur unique, pas des employeurs concurrents !

Déjà avec Keolis Lyon, les conditions de travail dégradées (avec des centaines de postes non pourvus) et les bas salaires ont conduit à une grève massive en septembre dernier. Mais demain, avec des employeurs concurrents, ce serait encore pire !

Selon la Chambre régionale des comptes, « Une étude du SYTRAL (...) a ainsi évalué qu'un allotissement permettrait une économie d'exploitation de l'ordre de 5 %, soit 120 millions d'euros pour la durée de la DSP. » Les agents le savent, ce sont eux qui paieront les premiers la facture de ces "économies d'exploitation". Car deux lots, cela veut dire deux lots "rentables", sans péréquation entre les différents modes de transport (or les bus sont par exemple moins "rentables" que le métro)...

Que veut la population, les usagers des TCL ?

Des transports publics partout, fiables et gratuits

Nous sommes candidats du POID aux élections législatives pour des transports 100 % publics et gratuits. Et donc pour le passage immédiat des TCL en régie publique directe, sans délégation de service public. Pas dans 5 ans, pas dans 10 ans, maintenant ! Des agents, des syndicalistes, des militants partagent cette exigence. Qu'est-ce qui empêche que l'unité se réalise en ce sens ?

On ne peut guère s'étonner du soutien à l'allotissement des élus EELV et PS, dont les candidats à l'élection présidentielle Jadot et Hidalgo sont au premier rang de l'Union sacrée derrière Macron visant à lier le peuple travailleur à l'effort de guerre et aux "sacrifices" qui en découlent... au profit des intérêts capitalistes.

Qu'en est-il des élus PCF et LFI qui participent aussi à la majorité de Bruno Bernard ? Certains étaient aux côtés des grévistes des TCL et d'autres se disent en faveur d'une régie publique "pour l'avenir". Dans un communiqué commun, ces élus ont annoncé voter contre l'allotissement... tout en précisant bien qu'il s'agit d'« un désaccord, mais ce n'est pas une rupture ».

Une nécessité : la rupture avec les intérêts des actionnaires !

Ne pas rompre : n'est-ce pas justement, au-delà des discours, la préoccupation de la totalité des élus français "de gauche" qui ont voté le 1er mars la résolution du Parlement européen ? Résolution qui place l'Union européenne sous la tutelle militarisée de l'OTAN et qui « insiste sur la nécessité pour les États membres de reconnaître et d'accepter que des sanctions sévères à l'encontre de la Fédération de Russie auront inévitablement des effets négatifs sur leur situation économique ».

Ne pas rompre : n'est-ce pas également le sens du vote unanime du 19 mars 2020 à l'Assemblée nationale en faveur des 343 milliards (portés depuis à 600 milliards par Macron) offerts aux actionnaires et aux banquiers au prétexte de la pandémie ?

Pour notre part, avec le POID nous avons réuni en 3 semaines plus de 7 000 signatures sur un appel contre la guerre, pour le retrait des troupes russes d'Ukraine et rejetant toute Union sacrée derrière les gouvernements fauteurs de guerre : ni Poutine, ni Biden, ni Macron ! Nous avons rassemblé plus de 30 000 travailleurs et jeunes sur l'exigence de confiscation des 600 milliards pour les rendre aux écoles, aux hôpitaux et services publics et pour augmenter les salaires et les pensions. Notre parti combat pour l'indépendance ouvrière, pour l'unité sur les revendications ouvrières, pour un gouvernement ouvrier mettant en œuvre une politique ouvrière.

C'est pour faire un pas dans la voie de la rupture avec les intérêts des actionnaires et des marchands d'armes que nous sommes candidats aux élections législatives, pour construire le parti ouvrier qui aidera à la mobilisation de masse pour réaliser ces exigences :

MISE EN RÉGIE PUBLIQUE DIRECTE DES TCL, TOUT DE SUITE !

PAS UN SOU POUR LA GUERRE !

CONFISCATION DES 600 MILLIARDS OFFERTS AUX ACTIONNAIRES !

.....

☐ Je veux soutenir la campagne du POID aux élections législatives de juin 2022.

(chèques à l'ordre de "Christophe Poyol, mandataire financier de Delphine Rannou" ou "Odile Minary, mandataire financier de Grégoire Privolt")

☐ Je souhaite participer à une réunion du POID.

☐ Je souhaite adhérer au POID.

NOM – Prénom :

Adresse :

Téléphone : Email :

Échos de la campagne sur latribunedescanuts.fr

Contact : rhone.poid@gmail.com